



libre

Le journal facultaire des étudiantes et étudiants en science politique et droit

Janvier 2005,

vol. 1 no. 01

gratuit

## Une condition sans conscience ou une conscience étouffée?

### Essai sur la conscience collective étudiante.

Mais où est donc ce vecteur de changement, cette force motrice que fût jadis la collectivité étudiante? Où donc a sombré l'esprit de contestation, de remise en question et d'indignation des jeunes d'aujourd'hui? Où est donc cette conscience collective? À qui, doit-on maintenant déléguer ce rôle d'opposition au *mainstream* social? La division actuelle du mouvement étudiant et l'ampleur de la tâche mobilisatrice nous imposent ce questionnement.

cette condition étudiante n'est que transitoire. Il serait pertinent, dans un contexte d'endettement massif des étudiant-e-s, de se questionner sur la pérennité de cette condition étudiante, une fois les études terminées, à travers l'énormité du fardeau de la dette contractée. Loin d'être inintéressante, cette avenue relève toutefois d'un tout autre sujet. Donc, cet état d'étudiant-e n'est que passager. La longueur du périple peut varier, mais d'une manière ou d'une autre, il s'achèvera tôt ou tard.

Le fait est selon moi indéniable, il existe une condition étudiante. Celle-ci est d'ailleurs partagée par un nombre grandissant d'individus. Une condition qui est caractérisée par quoi : en premier lieu, la nécessité de consacrer une importante partie de son temps aux études, que ce soit le temps passé sur les bancs de l'institution fréquentée ou celui consacré aux lectures, travaux pratiques, laboratoires et autres; dans un deuxième temps, le besoin, pour une part importante de la population étudiante d'aujourd'hui, d'allier études et travail (dans certains cas, l'on parlera plutôt de travail et études); et finalement, les étudiant-e-s partagent cette spécificité d'individu en transition. Car il ne faut pas l'oublier,

« Pourquoi se casser la tête, plus silencieux je me fais, plus tôt tout cela finira ! »

Voilà donc un premier élément pouvant servir d'explication : le caractère transitoire de la condition étudiante.

Il est évident que cet état transitoire est un obstacle non négligeable à l'émergence d'une conscience collective étudiante, mais doit-on l'observer comme une cause directe ou bien comme partie d'un tout? Le caractère éphémère du statut d'étudiant-e fait en sorte que les individus ne cherchent pas ou sont dans l'incapacité de se reconnaître comme membre de la collectivité. Sans doute est-il plus ardu de créer un sentiment d'appartenance à un groupe lorsque la composition de celui-ci est constamment en mouvement. Toutefois, cette instabilité est loin d'être caractéristique à la



Photo. Normand Lalonde

collectivité étudiante. Dans la conjoncture actuelle, la collectivité des travailleurs-travailleuses, longtemps considérée comme relativement stable, est loin de pouvoir se targuer de cette même stabilité aujourd'hui. La comparaison n'est toutefois pas si simple car si l'emploi et l'employeur change, l'individu n'en demeure pas moins travailleur-travailleuse, au contraire de l'étudiant-e qui, une fois les études terminées, n'est plus étudiant-e, mais bien travailleur-travailleuse. Il y a donc dans ce cas-ci changement effectif de statut social.

Ce caractère provisoire du statut d'étudiant pourrait donc être la base de cette absence de conscience collective étudiante. Cette condition temporaire amènerait donc l'individu à se replier sur son propre cheminement. Un repli sur soi-même plus ou moins temporaire dans le but de traverser cette période le plus rapidement possible. Le but n'étant pas ici d'acquérir des connaissances ou de socialiser, mais bien d'apprendre un métier ou de devenir apte à l'exercice d'une profession.

Suite Page 3



### La grenouille et le boeuf

Perspectives sur l'ASSÉ, la FEUQ, et l'Action Rose.

Page : 2



### Indépendance et éducation

La souveraineté : une solution au sous-financement en éducation ?

Page : 3



### Titre de l'entête à venir...

Texte de l'entête à venir... Texte de l'entête à venir... Texte de l'entête à venir...

## Pour en finir avec la pensée économique

Peut-être avons nous précipité la mort de Dieu. Non pas que le Dieu catholique ou biblique ne soit pas mort. Non, celui là est achevé ou du moins, sur son déclin. Ce que nous avons tué avec trop de précipitation, c'est cette fâcheuse et médiocre tendance de l'Homme à élever lui-même ses propres Dieux et ses propres dogmes. Loin encore de pouvoir vivre dans le vide, dans l'incompréhension de son être et de ce qui l'entoure, l'Homme a ce besoin éternel de croire, de se mettre (s'imposer) des balises, de se sentir en sécurité et protégé des allures (et des vérités) purement chaotiques de ce monde. Ainsi, d'années en années, de crises en crises, de pertes de sens en pertes de sens, la pensée économique est venue remplacer religion chrétienne. On me dira que l'économie, au contraire de la religion, ne se base pas sur des croyances, mais sur des faits mathématiques, sur des calculs, sur des théories parfois erronées mais tout de même fiables. Cela me va fort bien car ce n'est point la discipline économique que j'attaque ici, mais la pensée, le dogme économique. Nuançons aussi ces fondements mathématiques et calculés de l'économie.

Certains croient encore à cette " main invisible ", un principe aussi vide de sens que " la main de Dieu ", ou " L'œuvre de Dieu ". L'idolâtrie est différente, mais l'aliénation demeure. L'opium est tout simplement différent. Tout comme la religion, l'économie à sa fonction utilitaire, et elle doit s'en tenir à ce rôle.

Le dogme de l'économie libérale jouit aujourd'hui du même avantage pernicieux que le dogme chrétien de jadis. La richesse appartient au petit nombre qui contrôle obscurément les ficelles, faisant miroiter aux pauvres l'illusoire espérance d'un jour meilleur. À quand une révolution à l'échelle de la naissance de l'imprimerie par Johannes Gutenberg, qui par la diffusion du savoir, allait sortir les Hommes de leur noirceur au profit de la lumière et de l'entendement? Par le contrôle des richesses et le lavage de cerveau quotidien effectué aux étudiants en économie (que l'on dresse comme des soldats et non comme des penseurs), le dogme économique s'assure de continuer l'exploitation de la majorité du globe terrestre.

Suite Page 2



Photo. Normand Lalonde

## La grenouille et le boeuf

Dernièrement fut lancée la Résolution Officielle pour la Survie des Étudiants, communément appelée l'Action Rose. Le rose est une couleur qui, à mes yeux, ne signifie rien de concret; or, je me dois d'expliquer encore une fois le but de cette manœuvre: l'action rose vise à outrepasser les bannières (lire la FEUQ et l'ASSÉ) pour unifier le mouvement étudiant. Je tenais simplement à le rappeler car il s'agit d'une cause digne d'être mentionnée. Nous y reviendrons.

Que s'est-il passé le 10 novembre dernier? Pour ceux qui n'étaient pas sur Terre, nous avons eu droit à une mobilisation étudiante remarquable. Action Rose ou pas, la manif s'est déroulée sans logo du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec, avec tout de même un avion qui n'a fait que sourire des milliers de personnes et en a informé quelques autres. Peu importe, il s'agit là d'une ouverture de la FEUQ qui réalise, du moins à l'interne, qu'elle n'est pas seule sur scène. L'important c'est que le rapport de force entre les étudiants et le gouvernement est établi, et les médias nous font somme toute bonne presse.

\*\*\*

Malgré la beauté de la journée, le Devoir rappelait le lendemain la division du mouvement étudiant: " Unis dans la désunion ". Effectivement, tous ne revendiquent pas vraiment avec la même ardeur. Par contre, je m'explique mal l'absence à cette manifestation de plusieurs militants de l'ASSÉ qui, s'ils militent pour la gratuité scolaire, devraient logiquement revendiquer l'annulation de la réforme dans le régime de l'aide financière! Malheureusement, on dirait que ceux-ci ne savent pas monter les marches une par une pour se rendre en haut de l'escalier. La FEUQ n'a donc pas le monopole de la voix étudiante, mais soyons francs, elle parle au nom de la majorité, parfois silencieuse, mais tout de même présente. La timide présence de l'Action Rose qui veut unifier tout ce beau monde aura tout de même fait son bout de chemin. Mais maintenant, par où continuer?

Tel que décidé lors du scrutin tenu dans les dernières semaines, la CSU (l'association des étudiants de l'université Concordia) s'est désaffiliée de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante afin de

rejoindre la FEUQ. Techniquement, il s'agit de la quasi-disparition de l'ASSÉ. Une autre de ses associations, l'AEMSP, a tenu un débat et a remis en question sa participation, avec une possible désaffiliation. Laisseront-ils mourir la plus militante des fédérations étudiantes québécoises? Même si je n'apprécie pas tous les faits et gestes de l'ASSÉ, je suis de ceux qui croient que les groupes de pression modérés n'existent que grâce aux radicaux. La mort de l'ASSÉ signifiera-t-elle la sacralisation du lobbying de la FEUQ, ce qui n'est pas sans danger, compte tenu du caractère foncièrement centralisateur de cette fédération? De l'autre côté, les membres de l'ASSÉ accepteront-ils longtemps encore de demeurer les moutons noirs du mouvement étudiant?

Dans l'optique où l'ASSÉ s'éteint, comment l'Action Rose (et oui! elle est toujours là) peut-elle continuer son travail d'unification? Il reste la FEUQ, son rejeton la FECQ, et les associations libres. Dans la perspective d'unité, soit la FEUQ continue d'avalier tout ce beau monde, soit les indépendants se réunissent dans le but très éventuel de réaliser l'unité! Scénario utopiste? Certainement, ainsi continuons dans notre analyse: les associations restantes pourraient former le Regroupement des associations étudiantes indépendantes du Québec, le RAEIQ ou même le RAEL si ça vous chante. Paradoxal pour des indépendants de se regrouper? Oui et non. Ce mouvement pourrait avant tout s'avérer un espace temporaire de discussion et de débats sur l'avenir du mouvement étudiant; plutôt qu'un lieu de mobilisation, il recherchera avant tout les points communs des associations pour établir un véritable plan pour l'unité nationale. Il pourrait donc fonctionner avec moins de financement qu'une fédération ordinaire, tout en laissant la marge de manœuvre nécessaire aux associations dans leurs activités militantes. Le but ultime est de créer un véritable rapport de force avec la FEUQ, que jamais n'a eu l'ASSÉ et que jamais elle n'aura même si elle avait voulu se faire aussi grosse que le bœuf! L'idée la plus farfelue de la saison est lancée.

La grève est dans l'air si le gouvernement ne change pas d'idée sur les 103 millions des étudiants, comme il s'entête à le faire.

Même la FEUQ n'exclut pas ce moyen de pression! Si c'est ce qu'il faut pour renverser la décision du parti libéral, soit, le concept est légitime. Les associations étudiantes se devront tout de même d'être vigilantes afin de ne pas recevoir de cadeau de grec de Pierre Reid. Si véritablement il revient sur sa décision, il pourrait en profiter, espérons seulement lors d'un éventuel prochain mandat, pour hausser les droits de scolarité. Mais attention! Il ne faut pas se décourager pour autant, car entre ces deux maux, celui qui nous afflige maintenant m'apparaît bien pire, car il s'attaque directement à l'universalité du système. Donc, la grève si nécessaire, mais surtout pas pour relâcher l'attention pour la suite!

Philippe Cousineau Morin

Étudiant au bac en science politique

## Suite Pour en finir...

Exploitation de la richesse et de la force de travail bien évidemment, mais exploitation aussi de toute la moelle du cerveau qu'est la pensée. Toute pensée enfermée dans une croyance (ici, celle que l'économie est la réponse à un monde meilleur) est vouée à la stagnation et à la pétrification.

Il importe encore de rappeler que l'économie est une discipline utile, intéressante et porteuse de solutions à certains niveaux. Mais de laisser entre les mains de quelques boursiers et économistes le soin de guider l'en-marche des individus vers leur finalité, serait tout aussi déluré que de ne le laisser qu'à des philosophes, des prêtres ou des juristes. Toute discipline doit faire preuve d'humilité et forcer ses membres à aller au-delà des acquis, des idées reçues, bref, de s'élever plus haut que la pensée vivante, existante et admise.

Il y a toujours eu, dans le pouvoir de la domination, une idéologie, une force, un vecteur qui pousse obscurément les Hommes vers la soumission. Il apparaît évident aujourd'hui que l'idéologie qui règne en occident est l'économie. La table est mise, les temples ont été bâtis, il ne reste plus qu'à idolâtrer. La religion, si présente dans les coulisses du pouvoir, a laissé son siège à l'économie. Le Vatican moderne trône maintenant au milieu des hautes tours de Wall Street. Les nouveaux prédicateurs sont les conseillers financiers qui imposent leurs lois comme les prêtres de jadis martelaient leurs dix commandements. Et que soit bienheureux le peuple qui, comme au temps de nos ancêtres, tous les dimanches, avec les enfants et les grands-parents, va contempler l'éden dans les centres d'achats, les nouvelles églises du pouvoir. Le spectre de l'apocalypse rôde toujours, de crises en crises, de faillites en faillites, mais avec comme espoir, le salut éternel d'une vie riche et comblée.

Blaise D. Guillotte

Étudiant au bac en science politique

**Union libre**

405 Rue Sainte-Catherine Est, suite JM760,  
Montréal, (Québec) H2L 2C4  
Tél.: (514) 987-3000 poste 2632

Fondé en 2004 par Simon Lavigne, Hans Heinrich & René Delvaux

Responsable : Simon Lavigne

Comité de Publication : Hans Heinrich, René Delvaux

Contributions : Hugo Desgagnés, Philippe Cousineau Morin,  
Blaise D. Guillotte, Frantz Gheller, Renaud Plante, Simon  
Tremblay-Pepin, Daniel LeBlanc-Poirier, Hermann Cebert,  
Chentale de Montigny, Nil Ataogul, Simon Banville

Photos : Normand Lalonde

Maquette de base : France Mercier



## Suite Conscience étudiante...

Une telle conception du système d'éducation portraying universités et cégeps comme des pourvoyeurs d'une main-d'œuvre agencée aux demandes du marché, constitue elle-même un obstacle majeur à l'émergence d'une conscience collective étudiante. Une telle vision de ce à quoi doivent servir les études vide de son sens premier ce qu'est l'éducation : un lieu de formation critique et social où l'on voit émerger des individus dotés d'un sens critique et aptes à remettre en question la société dans laquelle ils évoluent. Au contraire, une telle représentation de l'éducation a pour but de normaliser les comportements et les opinions afin de garantir à la société marchande des éléments stables et efficaces. Cette homogénéisation des points de vue a pour effet de noyer la condition étudiante et d'accentuer son caractère transitoire : Pourquoi se casser la tête, plus silencieux je me fais, plus tôt tout cela finira!

Ici, il n'est pas question d'individualisme, mais bien d'instrumentalisme. L'individualisme est selon moi un faux problème, en ce sens que plus la société se spécialise, plus l'on parcellise l'ordre sociétal, plus les individus ont besoin les uns les autres. C'est inévitable! Toutefois, en instrumentalisant de la sorte l'éducation, en travestissant son utilité, son sens, nous éliminons la nécessité de la défendre dans l'ordre actuel des choses. L'on normalise la situation actuelle : coupures, réformes... privatisations. En clientélisant de la sorte la population étudiante, l'on étouffe toute possibilité de conscience collective. Il n'y a pas de collectivité! Les clients de chez Pizza Doré sentent-ils entre eux un sentiment d'appartenance?

Il s'agit bien sur d'une comparaison grossière et caricaturale, mais n'oublions pas que par le biais de cette sordide transformation de la mission de l'éducation, l'on transforme par la même occasion l'indignation face au système en résignation et acceptation de ce dernier. Tout devient normal. Mais que faire alors?

Le seul et unique moyen est de transformer cette conception. Il faut faire en sorte de transformer à nouveau cette vision clientéliste de notre système d'éducation. Il nous est nécessaire de s'investir dans une campagne massive d'information. Car là réside la clé de notre conscience collective, l'information. L'éducation constitue la base de toute société. Elle n'est pas un privilège, mais bien un droit commun et fondamental. L'éducation n'est pas une marchandise sur laquelle l'on doit fixer un prix. Il s'agit d'une part entière du patrimoine d'un peuple. Le système d'éducation n'est pas une entreprise et ne doit pas être géré dans une optique de profit. C'est à travers l'éducation que l'on fait la promotion des valeurs qui nous sont propres. Quelle image a-t-on de notre société lorsque l'on permet une telle destruction de notre système d'éducation?

La conscience collective doit naître d'un certain partage de valeurs sociétales communes. La conscience collective doit dépasser le cadre de notre petit statut étudiant. L'on doit se perdre dans cette conscience collective afin que d'autres après nous puissent avoir droit à cette éducation. Il ne s'agit pas seulement de défendre notre propre intérêt en tant qu'individu, mais bien de défendre notre intérêt en tant que société.

Comment accepter la négation d'une société que nous bâtissons depuis près de quarante ans? Comment la laisser filer entre nos doigts sous prétexte que cette société est insoutenable dans le contexte actuel? Notre conscience collective doit s'articuler autour de valeurs que nous considérons comme les assises de la société québécoise : égalité, justice sociale, accessibilité, etc.

Les implications sont diverses et non hiérarchisables. Il ne s'agit pas de demander à ce que chacun-e milite de façon active et combative. Du moment que l'on prend conscience de la situation, du moment que l'on s'informe et se questionne, du moment que l'on aborde le sujet avec d'autres au cours d'une simple discussion, du moment où l'on se sent appartenir à cette collectivité étudiante qui est la nôtre, l'on participe déjà à sa survie.

Loin de moi la prétention et la volonté de singulariser la condition étudiante par l'entremise de ce texte. Le système d'éducation fait partie d'un tout que l'on pourrait appeler le modèle de société québécoise, tout comme en fait partie le système de santé, les protections sociales et l'environnement. Un modèle de société loin de la perfection certes, mais que l'on doit veiller à conserver et à améliorer.

Une éducation accessible à tous est un pas de plus vers l'égalité de tous!

Hugo Desgagnés  
Étudiant au bac en science politique

## D'abord et avant tout une question nationale!

*Le financement du réseau d'éducation et la question de l'indépendance du Québec sont intimement liés, que cela vous plaise ou non.*

Une relative et rarissime unanimité règne à l'heure actuelle dans le mouvement étudiant et chez la population étudiante au grand complet en ce qui a trait aux coupures récentes dans le système des prêts et bourses. Rares sont les voix discordantes qui applaudissent cette mesure. L'affront au droit et à l'accessibilité à l'éducation a réussi à rapprocher plusieurs instances étudiantes pour faire front commun face au gouvernement libéral. Il est intéressant de voir que pour une des trop rares fois depuis plusieurs années, la population entière appuie la grogne étudiante. Les commentaires qui émanent généralement de l'opinion publique envers le mouvement étudiant sont empreints de cynisme et de mépris. Aujourd'hui, selon un sondage Léger Marketing mené auprès de 1001 personnes pour le compte de la FEUQ et publié dans l'édition des 20 et 21 novembre du journal Le Devoir, trois Québécois sur quatre appuient les revendications étudiantes. Cette proportion augmente à 78% chez les gens âgés de 45 à 54 ans et qui ont un enfant de moins de 18 ans. Même la Commission jeunesse (CJ) du Parti libéral a cru bon se donner des allures de contestataire aux yeux de la population en se portant en faux face au reste du Parti. En effet, la CJ avait adopté une position enjoignant

le gouvernement libéral de réinvestir les 103M\$ coupés dans les prêts et bourses et ce dès le prochain exercice financier. Les jeunes libéraux étant cependant ce qu'ils sont, il n'a fallu qu'un amendement de la proposition de la part du ministre Reid pour qu'ils démontent de leur position. Telle qu'adoptée avec l'aval de la CJ au Congrès du parti, la proposition ne comporte plus aucun engagement chiffré ni même d'échéance! Ils ont bien vite été rassis, et ils ont accepté la tape sur le museau sans trop rechigner. Simon Bégin, président de la CJ, trouvant même le courage d'affirmer que cette position de M.Reid représentait une avancée importante pour le mouvement étudiant.

### Pourquoi poursuivre dans la même voie?

Quand on s'aperçoit que la quasi-totalité des étudiants et qu'environ 75% de la population sont en désaccord avec la décision du gouvernement libéral, on est en droit de se demander pour quelle raison il reste intraitable. Plusieurs de ces raisons viennent en tête rapidement mais ne réussissent qu'à

expliquer partiellement la situation. Il y a bien sûr une part d'idéologie dans cette prise de position du gouvernement libéral. La logique néolibérale qui teinte le raisonnement des bonzes de ce parti est en ligne directe avec le désengagement de l'État. Il est cependant étrange de voir qu'ils touchent à un secteur si sensible collectivement pour la

population avant de s'en prendre, par exemple, à la construction routière et autres domaines moins populaires. Si l'idéologie était réellement la seule motivation, l'équipe libérale prendrait beaucoup plus soin de son image pour s'assurer la réélection lors du prochain suffrage et ainsi être en mesure de poursuivre dans la même voie. Nous pourrions être tentés, comme Pierre-André Bouchard, président de la FEUQ, l'a fait à plusieurs reprises, d'attribuer cette attitude du ministre à un simple orgueil politique. Ce serait ignorer le fait que depuis son entrée en poste, ce gouvernement a reculé sur un grand nombre de projets auxquels il tenait mordicus, le Suroît et le déploiement unilatéral des PPP en étant deux exemples notoires. De plus, attribuer au seul ministre une décision gouvernementale d'une

telle envergure donnerait une aura trop importante à Pierre Reid, ministre honni à l'intérieur des officines gouvernementales. Si les gains politiques et les liens idéologiques ne réussissent pas à expliquer le comportement stoïque de l'équipe libérale, qu'est-ce qui pourrait bien le faire?

### Une problématique structurelle

Depuis des lunes, la principale revendication des étudiants est le réinvestissement de l'État dans le système d'éducation public du Québec. Cependant, les coupures dans l'éducation furent la marque de commerce de tous les gouvernements, péquistes et libéraux, de la dernière décennie. Il est donc clair que la lutte présente ne vise pas directement le gouvernement Charest mais tous les gouvernements qui se sont suivis et qui se suivront dans les mandats à venir. Pourquoi? Parce que le problème du financement de l'éducation est systémique. À quel système appartient-il? La fédération canadienne. Tous les partis de l'Assemblée nationale l'ont reconnu lors d'un vote unanime, les partis de l'opposition à Ottawa le décrivent et les premiers ministres de provinces s'entendent sur ce point, les provinces de la fédération sont en situation de déséquilibre fiscal.

## Suite Question nationale...

C'est la conclusion à laquelle en était venu le ministre des finances libéral, Yves Séguin, à l'occasion de la production d'un rapport commandé par le gouvernement péquiste en 2001 et déposé en mars 2002.

Ce déséquilibre tient au fait que les provinces possèdent une trop maigre part de l'assiette fiscale pour s'acquitter des responsabilités qui découlent de leurs compétences constitutionnelles. L'avarice du gouvernement fédéral depuis l'ère Martin en tant que ministre des finances n'a fait qu'accentuer ce déséquilibre qui étrangle aujourd'hui les gouvernements provinciaux. Il en résulte que le Québec n'a plus les ressources nécessaires pour maintenir à flot des franges de l'action publique aussi importantes que la santé et l'éducation. Le gouvernement fédéral nous a prouvé que le fédéralisme asymétrique n'est pas la solution lors de la rencontre fédéral-provincial sur la péréquation. Désireux de calmer son caucus et le ROC, enflammés de voir que le Québec avait eu un traitement privilégié, mais dont toutes les provinces auraient pu se prévaloir, lors de la conférence sur la santé, M. Martin a tôt fait d'isoler le gouvernement fédéraliste de la province de Québec et s'est entendu avec le reste des premiers ministres provinciaux. La notion du fédéralisme asymétrique a été complètement évacuée du discours d'Ottawa depuis la levée de boucliers qu'elle a provoquée dans le Canada anglais et au caucus libéral. Elle ne faisait même pas partie du discours

du Trône, prononcé environ une semaine après l'entente sur la santé. Le Québec est prisonnier d'un système qui draine ses ressources et le laisse dans l'obligation de rationaliser ses dépenses.

### Du pareil au même

Les premières années de rationalisation ont passé un peu plus inaperçues. Sous le couvert de l'atteinte du déficit zéro et du courant économique du moment, le gouvernement péquiste a lui aussi sabré dans les dépenses publiques lors de ses deux derniers mandats. Cependant, une conception plus sociale-démocrate des finances publiques et de la redistribution de la richesse avait réussi à épargner des pierres d'assises du système d'éducation, entre autres les prêts et bourses et le gel des frais de scolarité. Il faut malheureusement se rendre à l'évidence, le PQ n'aurait aujourd'hui plus le loisir de "soigner sa gauche" advenant la reprise du pouvoir, pas plus qu'un hypothétique gouvernement ufviste, même avec un apport "option citoyenniste" à mon avis insignifiant, ne pourrait mettre en œuvre son programme politique. La petitesse de la bourse dont dispose désormais l'État québécois imposerait à tout gouvernement de mettre la hache dans une partie de ce que nous appelons affectueusement et fièrement, le modèle québécois. La seule solution qui reste à la

population québécoise pour pallier à ce sous-financement systémique de l'État du Québec est le recours à l'indépendance.

Je vois déjà les *Imams* de l'union internationale des prolétaires s'étouffer dans leur barbe et crier au *nationaleux*, non, au patriote, que dis-je, au *nazionaliste*. Réalisez simplement que dans l'état actuel de notre système d'éducation, le réinvestissement massif est urgent. La guerre des classes, la seule valable selon plusieurs d'entre vous, sera bientôt celle de la classe de 4e année B qui ira voler les dictionnaires de la 5e C. La récupération de la totalité de nos impôts nous permettrait d'avoir un système d'éducation qui reflèterait réellement les aspirations des Québécois. Dans un texte à

**« Tout réel projet de réforme sociale au Québec doit inévitablement passer par l'indépendance et par le plein contrôle du trésor public. »**

paraître dans les prochains jours, Robert Laplante, directeur de la revue *L'Action nationale*, traduit cette urgence dans le contexte mondial :

" À l'heure où l'économie du savoir s'impose avec force, dans un contexte où notre situation démographique nous rendra toujours plus difficile de faire face aux pressions continentales et mondiales, il faut chercher à abolir les obstacles à l'accessibilité à l'éducation supérieure. Une petite nation comme la nôtre doit mettre toutes les chances de son côté, se donner des atouts dont elle pourra jouer de toute sa ruse. Le Québec doit mettre la connaissance au cœur de son

développement, c'est le plus sûr moyen d'assurer notre développement intégral. [...] Il faut faire de l'éducation non seulement une priorité nationale, mais une grande aventure collective. La gratuité complète, de la maternelle aux études post-doctorales, voilà un grand projet mobilisateur. Le Québec indépendant peut le faire. Nous le ferons."

Il est donc impératif que le mouvement étudiant réalise la situation globale dans laquelle il est. Même s'il en venait à faire reculer le gouvernement Charest dans le dossier des prêts et bourses, la lutte ne serait que partie remise et nous retournerions dans la rue la session suivante pour se battre contre la hausse des frais de scolarité qui en découlerait. Le gain d'une lutte pour le retour des bourses n'est que l'application d'un diachylon sur une hémorragie interne: inutile par définition. Tant et aussi longtemps que la question du financement du gouvernement québécois ne sera pas réglée, celle du financement de l'éducation ne pourra l'être. Tout réel projet de réforme sociale au Québec doit inévitablement passer par l'indépendance et par le plein contrôle du trésor public. Se refuser à l'accepter pour des raisons idéologiques nous entraîne directement vers l'asphyxie volontaire.

Renaud Plante  
Étudiant au Bac en science politique

## L'endettement étudiant, le choix de notre société « moderne » et « avancée »



Photo. Normand Lalonde

Nouvelle rentrée universitaire rime avec nouvelles dépenses. Cette année ne fit pas exception, l'accessibilité aux études ayant subi en avril dernier un affront de plus. Petit tour de passe-passe de la part du ministre : la conversion de 103 millions de bourses en prêts. Plus pernicieuse encore qu'une hausse générale des frais, voilà que le gouvernement a ciblé les étudiant-e-s les moins nanti-e-s.

Devant les mobilisations étudiantes, le gouvernement devait trouver une porte de

sortie. Le 12 janvier, l'annonce était faite : il y aura mise sur pied d'un programme de remboursement proportionnel aux revenus (RPR). Déjà mieux, diront certains. Le problème de l'endettement étudiant n'en est pourtant pas plus réglé. Loin de compenser pour la coupe de 103 millions dans les bourses, ce programme aura au contraire pour effet de légitimer les présents niveaux d'endettement de même que de futures augmentations, sous prétexte que les étudiant-e-s paieront plus tard selon leurs revenus et leur situation familiale.

L'État abdique en fait une fois de plus ses responsabilités, mais il faut comprendre. C'est que, voyez-vous, les étudiant-e-s doivent eux et elles-aussi porter le fardeau des impasses budgétaires dans lesquelles l'idéologie néolibérale nous a précipité. Il n'y a, nous dit-on, pas d'alternative possible. Il serait toutefois temps pour certains de se demander si l'économie de marché « néolibéralisée » tient réellement ses promesses. On nous vante ce modèle comme le seul pleinement efficace, comme le seul en mesure de créer suffisamment de richesses pour tous. À mesure que sont appliquées les prescriptions économiques louées par les chantres du

néolibéralisme, s'éloigne pourtant notre possibilité collective de financer un système d'éducation qui serait accessible à tous et n'hypothèquerait pas l'avenir des étudiant-e-s.

Depuis les années 70, fin des années glorieuses de l'État Providence, les gouvernements n'ont cessé de diminuer l'imposition et la taxation du secteur privé. Assumant à cette époque environ la moitié du « fardeau fiscal » canadien, les entreprises privées n'en paient aujourd'hui qu'à peine un peu plus de 10%. La mondialisation néolibérale permettant aux entreprises de s'installer là où bon leur semble (c'est-à-dire dans les États où les législations fiscales, environnementales et en faveur des travailleurs sont les moins contraignantes), il leur fut facile de faire pression sur les gouvernements pour que soit diminuée leur participation aux recettes fiscales de l'État. Du coup, les sommes d'argent disponibles pour le financement des programmes sociaux s'en sont trouvées fortement amoindries. Lorsque les économistes affirment que « l'État n'a plus les moyens », ils posent en fait un constat d'échec du néolibéralisme.

N'eut été de la sempiternelle apathie

de la population (étudiant-e-s compris-e-s), les choses pourraient être bien différentes. Les mutations de l'économie politique internationale des dernières décennies sont essentiellement le résultat de choix politiques qui auraient pu en effet être décidés tout autrement. Exerçant une forte pression sur ces choix, ce sont la sphère financière et les lobbys patronaux qui ont réussi à opérer une redéfinition des politiques que devaient adopter les gouvernements : la logique néolibérale est aujourd'hui la seule envisageable dans notre imaginaire collectif.

Ce n'est pas aux étudiant-e-s à payer pour les ratées du modèle économique néolibéral. On éloigne de nous l'idée que nous pouvons agir, que nous n'aurions qu'à nous organiser solidairement pour que cesse cette absurdité. Les cégeps et les universités sont parmi les rares endroits où le débat et la réflexion ont encore leur place dans notre société où la dissidence intellectuelle, lorsqu'elle ne passe pas inaperçue, est marginalisée. En cela nous est impartie une importante responsabilité : mobilisons-nous, personne ne se lèvera à notre place.

Frantz Gheller  
Étudiant au BRIDI

# Pour (re)commencer à exister



Photo. Normand Lalonde

Lors de leur premier congrès, les membres d'Option Citoyenne ont choisi de ne pas prendre de décision sur la question nationale. Ils ont voulu attendre avant de faire leur choix. Si on les félicite de n'être pas entrés dans l'une de ces voies, souhaitons aussi que ce ne sera jamais le cas. On se surprendra peut-être de cette certitude, mais il apparaît clair que le souverainisme ou le fédéralisme ne sont pas des options souhaitables pour un parti de gauche.

Pour un tel parti, être souverainiste c'est devenir l'éprouvette du Parti Québécois, un peu ce que l'Action Démocratique est devenue pour le Parti Libéral. Lors d'élections, le PQ ne se générerait pas pour aller piger dans le programme de ce nouveau parti pour séduire la population (rappelons-nous l'UFP en 2003). Comme il est plus riche, mieux organisé, plus expérimenté et qu'il apparaît plus sérieux, le PQ gagnerait ainsi des votes avec des

propositions qu'il n'aurait même pas eu à inventer ou à réfléchir. Une fois au pouvoir, il relèguerait aux oubliettes la majorité de ces idées progressistes ou alors il en appliquerait une version amoindrie et sans effet.

Ceux qui souhaitent un parti de gauche fédéraliste ne voient pas qu'il mettrait le PLQ à la tête du gouvernement pour plusieurs années. Les libéraux feraient la même chose que le PQ, tout en laissant à l'ADQ le soin d'écrire les futures politiques gouvernementales (voire le plan de développement de l'exportation d'hydro-électricité et tout ce que le PLQ a déjà volé à l'ADQ).

## Sortir du piège

Il faut sortir la gauche du piège tendu par le PQ. Ce piège a deux volets: d'abord, faire croire qu'un parti peut être à la fois de gauche et de droite s'il est souverainiste et, ensuite, que le PQ est un parti souverainiste. Depuis, au moins, 1985, le PQ est un parti de

centre-droite et son objectif n'est pas la souveraineté mais le maintien de la bourgeoisie québécoise qu'il a mis en place pendant les années 70. C'est ce qu'on appelait à l'époque "prendre les commandes de nos finances". Si l'intérêt de cette bourgeoisie nationale est servi par la souveraineté, le PQ tentera de l'accomplir. C'est ce que Lucien Bouchard appelait "réunir les conditions gagnantes".

Pour (re)commencer à exister politiquement, il nous faut désamorcer cette tension, cette promesse perpétuelle jamais accomplie, fondatrice du pouvoir péquiste. Comment? En proposant la modification de la loi sur la consultation populaire adoptée sous le gouvernement Lévesque. Au lieu de placer dans les mains du gouvernement la possibilité de tenir un référendum, nous devons la mettre dans celles de la population québécoise et des groupes qui la composent. Nous devons aussi élargir la possibilité de tenir un référendum sur tous les types de questions.

Rejetons d'emblée la première opposition qui viendra, celle de la comparaison avec les expériences suisses et californiennes. Au contraire d'être des points faibles, ces expériences, qui sont en effet critiquables sur beaucoup de points, nous montrent quelles erreurs il ne faut pas faire.

Nous pouvons déjà entrevoir comment éviter leurs écueils: un système qui obligera un taux élevé de signatures nécessaires au déclenchement du processus, qui

limitera le nombre de référendums par année, qui obligera à un débat de société de longue durée avant le vote (organisé et financé par l'État) et qui interdira toute rémunération pour les signatures. Bien sûr, il faudrait faire plusieurs réflexions et débats sur l'organisation de la chose, mais les difficultés apparaissent surtout d'ordre technique.

## Le Social avant le National

Un parti qui place le Social avant le National laissera dans les mains du peuple la décision de sa situation nationale. Surtout, il le gouvernera au mieux dans tous les cas. Si les Québécois souhaitent rester au sein de la fédération canadienne, il tentera de faire de la place du Québec dans cette fédération une place qui correspond au besoin de celui-ci. Si les Québécois veulent bâtir un nouveau pays à leur image, il travaillera à ce qu'il soit progressiste et axé sur la valorisation du bien commun.

Offrir l'option de référendums d'initiative populaire c'est dénouer le nœud gordien de la politique Québécoise. C'est soustraire des préoccupations du gouvernement les grandes stratégies, prédictions et lectures d'entrailles sur quand et comment arriver au Grand Soir de la souveraineté. C'est forcer le PQ et le PLQ à montrer leurs vraies couleurs qui sont loin de celles, criardes, que la confusion actuelle leur laisse afficher.

**Simon Tremblay-Pepin**  
Étudiant au bac  
en science politique

# Le communisme bonbon

«Elle a fleuri par quelque soir pur  
En une magie harmonieuse»  
-Émile Nelligan

Le communisme bonbon est un communisme rose, plein de sucre et aérien. Il est blanc, plein d'amour et beau. Le communisme rose consiste en une implication politique sucrée, empreinte de légèreté et de spontanéité. Cette théorie considère que le beau est possible, l'harmonie accessible et dans cette optique le prolétaire se lance dans une quête de la vérité, mais d'une vérité bien modeste, empreinte du détail et de la saveur du moment. Le communisme bonbon prend ses racines dans la femme, dans ses élans de noblesse et de cristal, dans "Les soirs illuminés par l'ardeur du charbon, et les soirs au balcon, voilés de vapeur roses." (Charles Baudelaire, 1857). Il s'avère une mise en commun de bonheurs réels, d'échanges bienfaisants, de sourires roses et blancs. Le communisme sucré a

pour but l'harmonie de l'humain, au niveau individuel et social, il a pour but de créer un ordre spontané, fondamentalement bon et humaniste, cependant dans la simplicité et le bon goût. La quête d'une certaine esthétique est aussi prédominante. En effet, la fluidité, la douceur et l'harmonie étant les principes de l'organisation sociale proposée, le rose est prédominant comme gage de paix, de crépuscules bucoliques et de baisers souriants. C'est de cette façon que la politique doit se faire, c'est à ce niveau que l'humanité respire. C'est dans cette optique que cette nouvelle forme de communisme entend se répandre, prendre les cœurs, les yeux, les mains et les mettre au service de la liberté et de l'égalité effective. Le communisme bonbon, par son association au rose, s'oppose de front au communisme que l'on pourrait dire traditionnel, teinté du sang de décennies socialistes. Le rose s'oppose au rouge, l'adoucit, lui donne une belle mollesse, cependant qu'il évoque des origines communes. Le communisme bonbon entend propager le rose, hisser des drapeaux rose, peindre de rose, écrire rose, bref

faire voir à l'humain la vie au-travers une lunette rosée. De cette façon, l'humain serait plus heureux, plein d'humanité et de respect pour la douceur, donc pour la femme, plein d'amour pour le jour, et d'ivresse pour le soir. Alors la communauté se formera, dans des sourires de sucre, dans des regards de pain, l'abondance effective aura lieu, mais cela en contradiction du matérialisme. Le communisme bonbon, ne mise point sur le monde matériel ou sur les valeurs empiriques. Cette théorie se situe au-delà de ces préoccupations, elle concerne plutôt une santé sociale, un bonheur manifeste, une coopération égalitaire dans le monde des sourires. Dans cette démarche de quête colorée, pas de point levé, mais plutôt des lèvres et des joues tendues, de cette façon nous nagerons dans des nuages de politique véritable. Cependant, face à tout ceci, Marx en perdrait peut-être sa barbe.

**Daniel LeBlanc-Poirier**  
Étudiant au bac en science politique

# Pour une intelligence nouvelle

Je vous fais parvenir ces critiques parce que j'estime que vous pouvez vous convaincre des faiblesses de la démarche de Marx et Engels. Je crois que certains principes de base doivent être revus et corrigés pour les rendre au moins probables en terme de liberté et d'égalité des individus qu'il s'agisse d'une société capitaliste ou d'une société socialiste ou communiste.

Néanmoins, c'est parce que j'estime que la valeur de l'argent en terme de revenu ou de profit peut être saisie et comprise au moment de l'acte d'achat qui rend possible d'avoir en même temps la liberté et l'égalité dans n'importe quel type de société. Je suis sûr que vous trouverez une ébauche d'explication de la vraie valeur du revenu.

Si on fait abstraction de l'origine de l'homme, et si on part de l'homme qui est déjà là, alors quel serait son premier acte? Va-t-il d'abord se mettre avec les autres pour produire les moyens de son existence? Ou, les besoins de sa personne physique vont l'obliger à s'approprier des moyens qui lui assure une conservation? Il peut se sentir menacer soit par les dangers qui le guettent, soit par sa faim. Il ne se rendra pas compte de son impuissance à se maintenir en vie qu'après avoir posé le premier acte historique de son intérêt individuel, son devoir de se protéger qui est son premier intérêt privé.

Les premiers cris de l'enfant qui naît c'est son affirmation individuelle et non une action de reconnaissance de son appartenance au noyau familial. De plus, il est évident que l'appartenance sociale ou communautaire de l'enfant est involontaire puisqu'il ne peut pas démontrer que c'est l'enfant qui avait choisi ses parents pour venir au monde. Dans ce cas, pour l'individu, les parents deviennent la propriété de l'enfant ou encore, s'il s'agit d'une volonté des parents d'avoir un enfant, le clonage humain inclut, on pourrait dire que l'enfant est une propriété des parents ce qui est contraire à toute éthique. Sa naissance est le fruit du hasard à moins d'une articulation mal honnête de la métaphysique qui prendrait la naissance comme une action mentale et de communication télépathique des êtres qui existent dans un champ spirituel qui décident de leurs parents. Mais, une telle origine est douteuse puisqu'elle déplacerait la logique de tout constat des relations humaines.

La conscientisation des masses par la transmission des outils idéologiques pour critiquer le capitalisme est une mauvaise stratégie car elle condamne les masses à fournir au capitalisme des éléments vitaux qui le permet de poursuivre sa domination mais aussi de pouvoir mieux s'adapter. plus de cent ans après les grandes luttes paysannes et ouvrières, certains communistes conservateurs continuent de jouer le jeu capitaliste en critiquant ses agissements et ses impacts dans les sociétés.

Combien de mesures sociales ont forcé les masses à renoncer à leurs revendications, alors que, si elles ne les avaient pas obtenues auraient pu changer plus en profondeur nos sociétés contemporaines. Les marxistes ont passé tout leur temps à critiquer le capital au lieu de constater le capital dans sa dynamique de création et de répartition et là, ils auraient pu voir que le capitalisme

donne plus de valeur au revenu qu'il n'en a véritablement.

Si les individus travaillent c'est parce qu'ils veulent consommer en toute liberté tout en étant égaux entre eux. Donc le but du revenu du travail c'est la recherche d'une satisfaction individuelle en ce sens que le revenu gagné procure une certaine satisfaction personnelle. On ne travaille pas parce que on veut être plus riche que les autres, mais on travaille parce qu'on veut faire tout ce que les autres font pour être heureux. La quantité de richesse accumulée ne procure pas plus de satisfaction que la satisfaction qui vient de la dignité, de la liberté et de l'égalité avec les autres.

Les luttes ouvrières ont fini par déposséder les ouvriers de la seule chose matérielle qu'ils avaient encore, leur force de travail. Les ouvriers aujourd'hui n'ont plus la propriété de leur force de travail puisqu'elle se remplace de plus en plus par les machines et par les assistances sociales au nom d'un soi-disant droit et de liberté; les marxistes orthodoxes ont belle et bien pacté avec le capital au nom des luttes de classes, pourtant ils n'ont fait qu'exploiter le capital des revendications des salariés pour construire des fortunes qu'ils finissent par capitaliser pour les radicaux et les extrémistes de droites.

Pour rendre le projet de Marx réalisable ou plutôt rester dans sa logique, il faut cesser de critiquer le capitalisme et commencer par constater ses faiblesses, de là seul on peut suivre son raisonnement et sa toute puissante logique pour enfin l'éclater dans ses fondements. Il faut éclater le capitalisme

**« La conscientisation des masses par la transmission des outils idéologiques pour critiquer le capitalisme est une mauvaise stratégie car elle condamne les masses à fournir au capitalisme des éléments vitaux qui le permet de poursuivre sa domination mais aussi de pouvoir mieux s'adapter. »**

dans ce qu'il est et dans ce qui lui permet de survivre. Critiquer n'est pas détruire mais ça donne uniquement la capacité de s'adapter. c'est ainsi depuis toujours les marxistes ont procédé vis-à-vis du capitalisme. Leur tactique a permis aux travailleurs de faire plein de concessions au capitalisme mondial en sacrifiant la seule propriété privée des travailleurs, leur force de travail. En rendant les individus égaux et libres, on peut créer la société communiste.

Toute autre démarche conduit à l'asservissement des salariés et la paupérisation grandissante des masses. Il faut rendre les individus égaux tout en ayant leur liberté financière et sociale. Puisque le prix échappe au contrôle des travailleurs, leurs forces de travail perdue et vendues par les luttes de classes dans des chicanes de rapport de production, dans des concepts abstraits de division du travail, il faut donc se rendre sur le terrain du capital et principalement sur le terrain des achats où les individus ne sont plus égaux. C'est ça qu'il faut changer. Les rapports d'achats seuls sont capables de rendre possible l'égalité des individus que se soit dans une société capitaliste ou que se soit dans une société communiste.

En rendant les individus égaux par le truchement des achats, on fait en sorte qu'ils deviennent à la fois libres et égaux en droit. Le droit d'achat et de consommation. Ils cessent d'être une menace pour l'éclatement social, et on leur rend leur dignité humaine en leur permettant de consommer ce qu'ils veulent aux prix et en quantité qu'ils veulent. Dès lors, on élimine les disparités sociales nées avec les fausses valeurs de la monnaie

et du prix de leurs force de travail.

Puisqu'il était difficile de construire une logique d'égalité et de liberté dans les deux régimes politiques, en rendant les achats égaux, on ramène les individus sur le même pied d'égalité tout en étant libres. Peu importe les façons qu'on a dû utiliser pour rendre le salaire du travail un droit égal, on aboutit à des échecs criants puisque le seul lieu où les individus pouvaient être égaux avait été négligé.

La raison fondamentale c'est l'origine du capital initial et la vraie valeur des talents individuels qui ne peuvent être quantifiés que par les achats c'est-à-dire l'utilité finale du travail fourni et le revenu gagné. Le profit maximum doit être égal au revenu de travail non pas en terme de quantité d'argent réalisé mais en terme d'utilité et de satisfaction du salarié. Ainsi on ramène les qualités exceptionnelles égales au travail fourni par le salarié puisque à la base les individus devraient être égaux mais en donnant plus de valeur au profit et à l'argent en soi, on les rend supérieurs en importance du fait qu'avec un revenu supérieur les individus ne son ni libres ni égaux dans leurs consommation. Par contre, en réduisant la valeur des revenus ou des profits au moment des achats et de la consommation, on peut éliminer le caractère subjectif de la différence nominale entre le revenu du travail et le profit. Cela uniquement au moment de l'achat et en terme d'utilité et de satisfaction.

Du fait que l'individu soit mal rémunéré pour la quantité de travail fournie pour son revenu  $x$ , une plus grande part de son travail est allé renforcer les inégalités sociales et économiques plaçant le propriétaire capitaliste sur une échelle plus haute en qualité et en quantité par rapport au salarié. Or, pour contrer cette inégalité, dans les deux systèmes on ne peut intervenir qu'au niveau du processus de la production car toute action de l'état va se faire en faveur de tel ou tel groupe créant des schismes au seins de la société. Le rôle neutre de l'État c'est sans doute d'assurer la liberté de tous et de protéger leur égalité. L'État ne peut lui-même fixer le salaire égal qui procure la liberté parce que il ne peut pas déterminer la valeur juste de l'utilité et de la satisfaction des individus. L'État ne peut non plus déterminer à l'avance l'usage que chacun en fera de son revenu par contre, il peut savoir ce que les individus font de leur revenu lorsqu'ils consomment sur le marché des biens et services.

Une fois informé des actes de consommation, l'État dispose d'outils de contrôle des achats indépendamment des valeurs que l'on donne au revenu et à la monnaie. Le seul problème est de savoir comment faire face aux fuites des capitaux dans l'économie. mais ici on peut supposer que la ronde générale de la transformation des sociétés actuelles en sociétés égalitaires, que les individus ne pourront par sortir l'argent de la circulation parce qu'ils sont satisfaits et libres selon l'axe de leur satisfaction et de l'utilité de leur revenu, ils garderont leurs revenus et leurs profits dans le circuit économique en terme de consommation et d'épargne en vue de maintenir la production et la recherche pour la création de nouveaux biens pour de nouvelles satisfactions.

Ce sera ainsi une économie de plein emploi qui réduit et élimine l'inflation et le chômage. Également ce sera la fin des classes et la fin des disparités entre les individus parce que chacun peut se procurer le bien qu'il veut et en quantité qu'il veut en même temps, la concurrence disparaît

puisque cette concurrence qui existait dans les deux régimes venait principalement de la survalorisation du revenu gagné et non en terme une valeur intrinsèque fondé sur la satisfaction et l'utilité par rapport aux besoins réels des individus ou de la société. L'action directe de l'État sur les achats individuels ou collectifs vient dépoussiérer le revenu gagné pour le rendre égal pour tous.

Le revenu gagné a ramassé sur son passage des résidus sociaux purement subjectifs qui ont lui ont donné plus de valeur qu'il ne le représente réellement, les affirmations exceptionnelles par son caractère multiplicateur a construit une logique de surenchère qui crée l'inégalité entre le profit du patron et le salaire de l'ouvrier qui établit les disparités que nous connaissons depuis belle lurette. Si les luttes sociales ont dépouillé le salarié de sa force de travail en construisant des fonds de retraites, des cotisations syndicales qui

se capitalisent pour être mis à la disposition du capitalisme financier, les seules victimes se sont les ouvriers et non le patronat.

Le flux d'argent qui sort de la poche du travailleur réduit son pouvoir d'achat réel parce qu'il s'agit d'une diminution de son pouvoir réel mais aussi, cette fuite de sa poche va directement dans les banques et les fiducies pour être mis à la disposition de ceux qui refusent de voir le salarié comme étant un actionnaire à part entière étant donné, par son acte, qu'il investit lui aussi, son revenu dans les entreprises. Les mercenaires syndicaux ne défendent que leurs intérêts bourgeois car eux aussi, ils n'ont fait qu'exploiter les ouvriers au nom de la lutte de classe et la lutte ouvrière. Ce sont des capitalistes sociaux, la seule différence d'avec les capitalistes financiers, c'est qu'ils n'ont que le capital idéologique par rapport au capital financier qui exploite la volonté des individus par une approche socialiste et communautaire.

Avec une codification égalitaire des revenus du salarié et le profit de l'entrepreneur soit par exemple : de dix fois en terme de revenus du salarié s'annulent au moment de l'achat puisque avec un salaire ou revenu de dix fois moins du profit patronal les satisfactions et l'utilité sont pareils à la fois pour le propriétaire d'entreprise que pour le salarié lui-même. Il y a une différence nominale qui se dissout dans l'utilité et dans la satisfaction avec un pouvoir d'achat égal construit par la codification égalitaire au moment de l'achat par l'ouvrier et le patron.

---

Hermann Cebert  
Étudiant au bac en science politique

---

## Lever le voile...

Lorsqu'elle soulève enfin la tunique bleue qui la recouvre des pieds à la tête, nous découvrons une femme qui fut certainement très belle, jadis. Magnifique même. Malheureusement, sa beauté s'est décomposée après tant et tant d'années de guerre.

D'abord, il y a eut la guerre contre les Anglais qui désiraient un Afghanistan meilleur pour ses habitants. Le peuple afghan fut torturé, tué, humilié, et violé parce qu'il ne comprenait pas ce que les Anglais voulaient. Puis, il y eut la guerre contre les Russes qui voulaient libérer le peuple afghan de son ignorance et de la domination religieuse. Le peuple afghan fut torturé, tué, humilié, et violé parce qu'il ne comprenait pas ce que les Russes voulaient. Afin de chasser l'envahisseur russe, les Afghans ont pris les armes et se sont cachés dans les montagnes afin de combattre pour leur honneur, pour leur terre natale, pour le Prophète et pour l'Islam. On les a appelés les Mujahedeen. Pendant les dix années qui ont suivi, les mères, les sœurs et les épouses d'Afghanistan et de Russie ont versé des larmes de sang pour leurs hommes tués en terre afghane. Elles ont hurlé la perte, le gaspillage de tant de jeunes vies. Lorsque l'Armée rouge de l'Union soviétique a enfin quitté le sol afghan, une guerre fratricide a alors débuté pour l'obtention du pouvoir et l'appropriation des cultures de pavot, pour d'ignobles raisons telles que l'argent et le profit. Mujahedeen contre Mujahedeen. Encore une fois, le peuple afghan fut torturé, tué, humilié, et violé parce qu'il ne savait plus de quel côté lutter puisque leurs propres frères se retrouvaient devant leurs armes et tout cela pour leur honneur, pour leur terre natale, pour le Prophète et pour l'Islam. Puis sont arrivés les Taliban du Pakistan et de l'Afghanistan, étudiants religieux conduits par leur leader spirituel, le puissant Mullah Omar, et qui croyaient avoir été élus par le Prophète pour amener la paix et la vraie foi islamique au peuple afghan. La majorité de ces jeunes hommes étaient des orphelins afghans des guerres précédentes qui ont été élevés et éduqués dans des madrassa depuis leur plus jeune âge et qui ne connaissaient et ne faisaient confiance qu'à leur professeur. Encore une fois, le peuple

afghan fut torturé, tué, humilié, et violé parce qu'il ne s'ajustait pas assez rapidement à ce nouveau régime autoritaire, tyrannique. Toutefois, après tant et tant d'années de guerre et de sang versé inutilement, de désespoir et de souffrances, enfin régnait une sorte de paix dans la montagneuse Afghanistan. Une sorte de paix.

Pendant ces longues années, jour après jour, guerre après guerre, les femmes de l'Afghanistan ont été brûlées dans leur chair chaque fois qu'elles ont perdu un enfant. Elles les ont perdus à la guerre, n'importe quelle guerre, il n'y a qu'à choisir. Elles ont perdu leurs enfants pendant leur interminable recherche d'un havre de paix parcourant à pied le territoire entre l'Iran et le Pakistan, jusqu'aux montagnes afghanes. Elles ont perdu leurs enfants pendant leur quête d'un endroit paisible où elles pourraient se reposer un court instant, rassembler leurs énergies et leur esprit avant de fuir à nouveau, espérant de se diriger dans la bonne direction, loin de la violence, avant que celle-ci ne les rattrape encore et encore. Elles ont perdu leurs enfants à cause des hivers impitoyables et des étés incandescents sans même un toit pour les protéger des intempéries. Elles ont perdu leurs enfants pendant des épidémies, entassées dans des camps malsains établis pour les personnes déplacées et les réfugiés. Elles ont perdu leurs enfants qui ont succombé à des maladies bénignes et à la malnutrition parce que personne ne s'en souciait. Elles ont perdu leurs enfants lorsque, enflammés par leur humiliation quotidienne, la perte de leur dignité, ils ont décidé qu'il valait encore mieux mourir que de continuer à vivre ainsi et ils ont finalement pris les armes à leur tour pour leur honneur, pour leur terre natale, pour le Prophète et pour l'Islam.

Puis, ce fut le tour des soldats américains qui, à l'image des autres envahisseurs, savaient mieux que les Afghans ce dont ce peuple avait besoin et ils sont venus les libérer des fanatiques Taliban qu'ils avaient eux-mêmes entraînés, formés et mis en place une décennie auparavant. Ils sont aussi venus pour libérer les femmes afghanes obligées par le régime radical de vivre sous des tuniques

bleues qui les recouvrent des pieds à la tête. Ils ne semblaient pas se soucier que leur situation était la même avant les Taliban, avant les Mujahedeen, avant les Russes. Ils ne s'en souciaient pas mais c'était un coup de publicité sensationnel ; ça se vend beaucoup mieux que la guerre, que la perte de vies pour défendre des positions géopolitiques et l'appât du gain créé par certaines ressources naturelles du sous-sol afghan. Ils ne s'en sont jamais souciés auparavant, " pourquoi s'en soucient-ils maintenant? " se demande la femme vêtue de bleu.

Cette femme vêtue de bleu avait un rêve. Elle désirait étudier et devenir médecin pour aider son peuple et contribuer à sa société. Elle a appris à lire, à écrire et à compter. Ensuite, elle s'est mise à fuir d'une tragédie à l'autre. Entre temps, elle a donné naissance et a aidé d'autres femmes à faire de même, elle a fredonné pour son époux épuisé, elle a doucement caressé le dos de ses enfants afin qu'ils s'endorment avec un sentiment de sérénité malgré la folie environnante. Lorsque sa famille n'a plus eu d'autres ressources, à son corps défendant, elle n'a eu d'autre recours que d'ouvrir les secrets de son intimité et de les échanger en retour de faveurs, de nourriture, d'argent. Aujourd'hui encore elle vit avec ces cicatrices de honte, tatouées à son cœur, à sa mémoire. La femme vêtue de bleu a serré les dents et relevé la tête le plus longtemps qu'elle a pu. Puis un jour, l'étincelle dans ses yeux s'est éteinte. Pour toujours.

Cette femme vêtue de bleu est à l'image de millions d'autres femmes vêtues de bleu en Afghanistan. Elle avait un rêve. Elles avaient un rêve. Tout ce qu'il leur reste aujourd'hui est une beauté qui se fane, un corps douloureux, une famille éparée, un mari vieux avant l'âge, et un rêve perdu.

Et elles portent toujours la tunique bleue qui les couvre des pieds à la tête.

---

Chentale de Montigny  
Étudiant au bac en science politique

---

# CHARTRE PROVISOIRE

## 1) Préambule

Union Libre est le journal des étudiants et étudiantes de la faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. Il s'agit d'un journal d'idées, de débats et d'analyses qui entend mettre en valeur, structurer et encourager la diversité d'opinion. L'attitude qui anime cette publication en est une d'ouverture et de tolérance. Union Libre ne produit pas de contenu journalistique, mais a plutôt comme mandat de publier les écrits qui lui parviennent, tout en identifiant et organisant les thématiques qui s'en dégagent. Le comité de publication se charge d'accomplir cette tâche.

Le nom du journal évoque à prime abord la relation paradoxale existant entre les soifs d'unité et de liberté qui nous animent. Cette Union Libre symbolise en quelque sorte, la volonté d'offrir un terrain de conciliation et d'échange à la communauté des interprétants. Le journal a aussi pour souhait de tisser des liens entre les différents baccalauréats de la faculté, les cycles supérieurs et le corps professoral.

## 2) Comité de publication

Le comité de publication est responsable de la réception, de la mise en page des textes et ultimement de leur publication. Il veille aussi à l'organisation des thématiques et s'assure que les textes répondent aux exigences de publication. Le responsable du journal a quant à lui pour mandat de déterminer les dates des réunions de l'équipe et d'assurer la liaison avec le comité inter-programme de la faculté. Il n'y a aucun autre poste attribué au journal. Un libre choix est laissé aux membres du comité de publication d'assumer une ou plusieurs tâches et de le faire régulièrement ou sporadiquement. La gestion du journal se veut ainsi ouverte à tous, flexible et respectueuse de la volonté d'implication.

## 3) Contenu

La sélection des articles publiés est fondée sur trois critères de base :

- Le contenu doit avoir vocation de débat, d'idée ou d'analyse.
- Il doit être en lien avec les enjeux du politique et du droit dans la mesure du possible.
- Il doit aussi être exempt de propos diffamatoires

Le journal Union Libre s'engage à préserver l'intégralité des articles, à l'exception des modifications dues aux fautes d'orthographe.

Le journal Union Libre requiert que les écrits publiés soient dûment signés. Si pour une raison ou une autre il adviendrait qu'une personne croit nécessaire d'omettre son nom de la publication, le pouvoir de décision revient au comité de publication.

## 4) Rédaction

Le journal accepte la totalité des textes qui lui sont acheminés. Toutefois, la publication des écrits est assujettie à une priorisation qui s'établit en regard des trois catégories de destinataires que le journal a identifiées. La priorité va en décroissant :

- Étudiants de la faculté de science politique et de droit
- Professeurs et chargés de cours de la faculté de science politique et de droit
- Étudiants, professeurs et chargés de cours de l'UQAM
- Autres

## 5) Financement

Le journal Union Libre tire son financement d'un protocole d'entente avec l'association facultaire des étudiants de science politique et de droit. Le journal est rémunéré à titre de projet étudiant.

## 6) Indépendance

Le journal Union Libre est totalement indépendant. Il n'est tributaire des visées d'aucune association, groupe ou administration que ce soit et n'entretient pas de relations contraignantes.

## 7) Assemblées

Une fois l'an, à l'automne, le journal Union Libre tient une assemblée générale. Le but de ce rassemblement est de recruter et d'informer les personnes intéressées à participer à l'élaboration du journal. À cette occasion on désigne aussi, au vote majoritaire, un responsable.



Photo: Hans Heinrich

VOUS ÉCRIVEZ ? NOUS PUBLIONS !

[unionlibre@gmail.com](mailto:unionlibre@gmail.com)